## Direction générale du personnel et de l'administration

Arrêté du 22 janvier 2008 modifiant l'arrêté du 20 décembre 2001 portant désignation d'emplois éligibles à la nouvelle bonification indiciaire dans certains services centraux et assimilés du ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables

NOR: DEVL0802092A

Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables,

Vu la loi nº 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi nº 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi nº 91-73 du 18 janvier 1991 portant dispositions relatives à la santé publique et aux assurances sociales, et notamment son article 27 ;

Vu l'ordonnance nº 82-296 du 31 mars 1982 relative à l'exercice de fonctions à temps partiel pour les fonctionnaires et agents des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif ;

Vu le décret nº 91-1067 du 14 octobre 1991 modifié portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels du ministère de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace ;

Vu le décret nº 2001-1162 du 7 décembre 2001 portant modification du décret nº 91-1067 du 14 octobre 1991 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels du ministère de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace ;

Vu le décret nº 2005-471 du 16 mai 2005 fixant l'organisation de l'administration centrale du ministère de l'équipement, des transports, de l'aménagement du territoire, du tourisme et de la mer ;

Vu l'arrêté du 7 décembre 2001 modifié fixant les conditions d'attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels du ministère de l'équipement, des transports et du logement ;

Vu l'avis du comité technique paritaire central du Centre d'études sur les réseaux les transports l'urbanisme et les constructions publiques en date du 28 novembre 2007,

Arrête:

## Article 1er

Le présent arrêté a pour objet d'annuler et de remplacer, dans l'annexe de l'arrêté du 20 décembre 2001, la liste des emplois éligibles à la nouvelle bonification indiciaire au Centre d'études sur les réseaux les transports l'urbanisme et les constructions publiques à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007.

## Article 2

La directrice générale du personnel et de l'administration est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables. Fait à Paris, le 22 janvier 2008.

> Pour le ministre et par délégation ; Par empêchement de la directrice générale du personnel et de l'administration : le chef de la mission des études et des rémunérations, A. Boissonnet

ANNEXE À L'ARRÊTÉ DU 22 JANVIER 2008 FIXANT LA LISTE DES EMPLOIS ÉLIGIBLES À LA NBI AU CENTRE D'ÉTUDES SUR LES RÉSEAUX, LES TRANSPORTS, L'URBANISME ET LES CONSTRUCTIONS PUBLIQUES

NOMBRE	NOMBRE	DÉSIGNATION	SERVICE
CATÉGORIE	de points		

	d'emplois	attribués	de l'emploi	ou sous-direction
А	1	30	Chef de département	Département diffusion, communication, relations internationales
А	1	30	Chef de groupe.	Groupe informatique, technique et scientifique.
А	1	25	Chef de bureau.	Bureau du personnel, des salaires et de la formation.
Α	1	25	Chef comptable.	Secrétariat général.
А	1	22	Chargé d'études documentaires.	Département diffusion, communication, relations extérieures.
	1	25	Chargé de communication et responsable de pôle.	Pôle promotion et diffusion.
Α	1	25	Chef de groupe.	Département mobilité et transports.
А	1	22	Chef de bureau.	Bureau informatique, réseaux, télécommunications.
А	1	25	Responsable de pôle.	Pôle programme et produits.
Sous-total A	9	229		
В	1	15	Régisseur de recettes.	Secrétariat général.
В	1	15	Adjoint au chef comptable.	Secrétariat général.
В	1	15	Adjoint au chef du bureau personnel, formation.	Secrétariat général.
Sous-total B	3	45		
Total AB	12	274		